

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 28/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FILATURES ET TISSAGES DES VOSGES

SCP BENOIT NAJEAN

7 quartier de la Magdeleine
B.P. 254 CEDEX
88000 Épinal

Références : S-25-597RP

Code AIOT : 0006207299

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement FILATURES ET TISSAGES DES VOSGES implanté 38, envers de Bâmont 88290 Saulxures-sur-Moselotte. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la procédure de cessation d'activité, l'Inspection a souhaité une rencontre sur site afin de constater la mise en sécurité du site et d'informer le liquidateur judiciaire sur la poursuite des démarches à mettre en œuvre compte tenu des éléments déjà transmis.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FILATURES ET TISSAGES DES VOSGES
- 38, envers de Bâmont 88290 Saulxures-sur-Moselotte
- Code AIOT : 0006207299
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Filatures et Tissages des Vosges (FTV) était autorisée par arrêté préfectoral n° 430/2010 du 22 février 2010 pour ses activités de traitement de fibres textiles.

En date du 26 septembre 2023, le Tribunal de Commerce d'Épinal a prononcé la liquidation judiciaire de la société FTV.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est le code de l'environnement, articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3, relatifs à la mise à l'arrêt définitif d'une installation soumise à autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Attestation mise en sécurité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Usage futur du site	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-39-2	Demande d'action corrective	15 jours
5	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3 I	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 I	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 II	Sans objet
6	Réalisation des travaux de réhabilitation	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3 III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le liquidateur judiciaire, représentant du dernier exploitant, a engagé la procédure de cessation d'activité conformément aux prescriptions du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 I
Thème(s) : Situation administrative, Notification au préfet
Prescription contrôlée : Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : Par courrier en date du 26 septembre 2023, le liquidateur judiciaire a notifié au préfet la cessation d'activité de la société suite à la liquidation judiciaire prononcée par le Tribunal de Commerce d'Épinal en date du 26 septembre 2023. Par courrier en date du 04 décembre 2023, le Guichet Unique ICPE a donné récépissé de cette notification et a précisé que la remise en état de site doit répondre aux prescriptions des articles R. 512-39-1 à 6 du code de l'environnement. Puis par courrier en date du 30 avril 2024, le liquidateur judiciaire a transmis à l'Inspection le diagnostic environnemental de la société FONDASOL dans lequel sont listées les 26 parcelles cadastrales du site d'exploitation pour une surface approximative de 70 000 m ² .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 II
Thème(s) : Situation administrative, Mesures prises ou prévues
Prescription contrôlée : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
Constats : Le diagnostic environnemental de la société FONDASOL transmis le 30 avril 2024 précise les mesures prises ou prévues pour assurer la sécurité du site conformément à l'article R. 512-75-1 : <ol style="list-style-type: none">1. évacuation des produits dangereux, gestion des déchets : absence d'identification de produits dangereux, les déchets (huiles usagées et peinture) seront évacués par les nouveaux propriétaires ;2. interdictions ou limitations d'accès : site clôturé et système de vidéo-surveillance et alarme mis en place par les nouveaux propriétaires ;3. suppression des risques d'incendie et d'explosion : évacuation de la cuve de propane et de la cuve de fioul ; risque limité par la présence d'une nouvelle activité sur le site ;4. surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux : identification des activités et des installations potentiellement polluantes, puis réalisation d'un diagnostic des sols, des eaux souterraines, des eaux superficielles et des sédiments.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Attestation mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 III
Thème(s) : Situation administrative, ATTES SECUR
Prescription contrôlée : Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.
Constats : L'Inspection constate que les mesures pour assurer la mise en sécurité du site, annoncées dans la transmission du 30 avril 2024 (cf. constat précédent), sont mises en œuvre. Dans la version 2 du diagnostic environnemental de la société FONDASOL, transmis à l'Inspection le 07 février 2025, sont joints les BSD (huiles et peinture) et les attestations d'enlèvement des cuves de propane et de fioul. Toutefois, l'attestation de mise en sécurité (ATTES SECUR) n'est pas réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'ATTES SECUR doit être réalisée par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués et transmise à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Usage futur du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2022, article R512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Proposition de l'exploitant
Prescription contrôlée : I. Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A. II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III. A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

[...]

Constats :

L'usage futur du site en cas de cessation d'activité n'est pas déterminé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 430/2010 du 22 février 2010, modifié.

L'ancien exploitant était propriétaire des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité.

La proposition sur l'usage futur envisagé pour les terrains n'a pas été transmise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le liquidateur judiciaire, représentant du dernier exploitant, doit transmettre au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains.

Une copie de ces propositions est à transmettre dans le même temps au préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-3 I

Thème(s) : Situation administrative, Contenu du mémoire et ATTES MEMOIRE

Prescription contrôlée :

I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment :

1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ;

2° Les objectifs de réhabilitation ;

3° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion des milieux ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

[...]

Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

[...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs.

[...]

Constats :

Par courrier en date du 07 février 2025, le liquidateur judiciaire a transmis à l'Inspection le mémoire de réhabilitation, sans l'attestation mémoire (ATTES MEMOIRE).

Le mémoire comporte :

1° Le diagnostic environnemental :

- des sols : campagne d'investigation réalisée entre le 12/02/2024 et le 04/03/2024, réalisation de 45 échantillons de sols à une profondeur comprise entre 0,17 et 5 m ;
- des eaux souterraines : 2 campagnes de prélèvements sur 4 piézomètres réalisées les 04/03/2024 et 07/06/2024 ;

- des eaux superficielles : campagne d'investigation réalisée le 04/03/2024, réalisation de 2 prélèvements au droit du canal de dérivation de la Moselotte qui traverse le site dans le secteur de la chaufferie ;
- des sédiments : campagne d'investigation réalisée le 04/03/2024, réalisation de 2 prélèvements au droit du canal de dérivation de la Moselotte.

Les paramètres recherchés lors des diagnostics sus-cités sont : Hydrocarbures C10-C40, Hydrocarbures volatils C5-C10, HAP, BTEX, COHV, PCB et 8 éléments traces métalliques (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn).

Les investigations environnementales réalisées sur les sols ont mis en évidence deux zones impactées par les Hydrocarbures et HAP (cf. en annexe la synthèse cartographiques des teneurs remarquables sur les sols en place). Une zone est située au niveau de l'ancienne chaufferie démantelée. La seconde est retrouvée au niveau de la zone forestière remblayée par le passé.

Aucun impact dans les eaux souterraines, les eaux superficielles et les sédiments n'est observé.

Le canal de dérivation peut être considéré comme une barrière hydraulique. L'ensemble des investigations ont permis de démontrer l'absence de migration des impacts via les eaux souterraines et les eaux superficielles.

Il est noté l'absence d'impact sur l'environnement hors site.

2° Les objectifs de réhabilitation : la remise en état du site est réalisée pour un usage industriel (en cours d'installation).

3° Un plan de gestion : il n'apparaît pas justifié de mettre en place des mesures de gestion sur les deux zones impactées :

- secteur de l'ancienne chaufferie : compte tenu de l'absence de sources actives (chaufferie démantelée), de migration des polluants (absence d'impact dans le canal de dérivation), de voies de transfert (sous une dalle) et de risque sanitaire (absence d'usager), le maintien de l'impact sous revêtement imperméabilisant (en l'état une dalle béton) est retenu ;
- secteur de la zone boisée : compte tenu des contraintes d'accès, de l'absence de risque sanitaire (zone forestière clôturée, absence d'usage), de l'absence de suspicion de migration et afin de maintenir les arbres en place, le maintien de l'impact dans la zone boisée est retenu.

Toutefois, l'Inspection constate que les mesures de gestion (maintien des pollutions en place) ne sont pas justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.

De plus, pour assurer la conservation de la mémoire des pollutions identifiées, des restrictions d'usages doivent être proposées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le liquidateur judiciaire, représentant du dernier exploitant, doit transmettre à l'Inspection :

- un bilan des coûts et des avantages pour justifier le maintien en place de pollutions dans les secteurs de l'ancienne chaufferie et de la zone boisée ;
- une proposition de restrictions d'usages afin de conserver la mémoire des pollutions mises en évidence, qui peuvent prendre la forme de Servitudes d'Utilité Publiques (SUP). Ces restrictions intégreront également le hangar véhicules et le magasin carburants légèrement impactés par les hydrocarbures ;
- l'ATTES MEMOIRE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Réalisation des travaux de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3 III
Thème(s) : Situation administrative, ATTES TRAVAUX
Prescription contrôlée : Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. [...]
Constats : Dans le cadre de la poursuite de la procédure de cessation d'activité, si des travaux sont prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation, l'exploitant devra faire attester de la conformité des travaux réalisés aux objectifs prescrits.
Type de suites proposées : Sans suite